

Trop fort : pour soutenir la croissance, drogue et prostitution vont être comptées dans le PIB

3 juin 2014 / [Jean Gadrey](#)



Les nouvelles normes européennes intégreront l'argent de la prostitution et de la drogue dans le calcul du PIB. Une décision qui pose un débat moral et qui divise les pays.

Pour soutenir la croissance, rien ne vaut les souteneurs. Pour la doper : la drogue. On savait d'ailleurs que la croissance était une drogue dure, cela se confirme dans son mode de calcul.

Cela dit, le titre de ce billet, qui reprend plus ou moins ceux des médias qui ont relayé l'affaire, ne permet pas de comprendre les raisons qui ont bien pu justifier cette réforme du PIB, poussée par Eurostat, mais à laquelle les comptables nationaux français résistent, sans pouvoir s'y opposer totalement.

Le principe (prétendument) « *amoral* » du PIB est de tenir compte, dans la sphère marchande, de tous les échanges économiques et de toutes les valeurs ajoutées monétaires, que les activités correspondantes soient jugées utiles ou nuisibles selon des critères éthiques, pourvu que l'échange ait lieu entre parties considérées comme mutuellement consentantes. Je ne parle pas ici des activités des administrations publiques, comptées dans le PIB mais essentiellement comme coûts de production, sans échange marchand.

Cela fait très longtemps que se pose assez logiquement la question de l'inclusion du « *travail au noir* » et d'autres activités illicites ou non déclarées, mais donnant pourtant lieu à des échanges monétaires dont beaucoup (le gros du travail au noir) reposent sur le consentement mutuel (réel ou supposé) des offreurs et des demandeurs.

La question revêt certes un aspect technique : comment mesurer ce que personne ne déclare (des évaluations indirectes sont possibles) ? Mais elle soulève aussi une question de convention : faut-il (tenter de) le faire, et pourquoi ?

La réponse de ceux qui plaident pour l'inclusion ne manque pas de logique : entre deux pays ayant le même PIB « *normal* » (celui des échanges licites et déclarés) mais dont l'un ne connaît pas le travail au noir alors que dans l'autre il compte pour 20 % du temps de travail ou des échanges, il y a plus de « *richesse économique* » produite dans le second, plus de rémunérations versées, et plus de valeurs d'usage consommées. Si l'on veut que

le PIB reflète le mieux possible la richesse économique, cette inclusion peut se justifier.

Prostitution et drogue : des pourvoyeurs de richesse économique

Cela se discute, mais jusque-là je n'ai pas d'objection forte ou morale, et d'ailleurs cela se pratique déjà dans tous les pays, dont la France. Je commence à tiquer quand les normes internationales font de la mafia et des réseaux de prostitution et de drogue des pourvoyeurs de richesse économique, avec comme argument : ce n'est pas du vol, il s'agit d'échanges « *par accord mutuel* » entre agents économiques.

Telle est la position officielle d'Eurostat avec ses nouvelles normes (ESA 2010), qui doivent entrer en vigueur cette année. Elles stipulent : « *Les activités économiques illégales doivent être considérées comme des transactions quand toutes les unités parties prenantes le font par accord mutuel. De ce fait, achats, ventes ou troc de drogues illégales ou d'objets volés sont des transactions alors que le vol ne l'est pas.* »

Cela fait plus de vingt ans que je défends l'idée que les comptes nationaux, qui se veulent techniques et éloignés de tout jugement éthique, sont en fait bourrés de conventions morales implicites, en particulier lorsqu'il est question du périmètre des activités admises ou non comme composantes du PIB. J'en avais fourni diverses illustrations dans des billets précédents, dont l'un, en février 2009, sur « *Le sexe du PIB* », et un autre d'août 2013 intitulé « *Comment le PIB peut gagner 3 % ou 10 % du jour au lendemain* ».

Controverse morale

Avec la prostitution, le commerce des drogues et la valeur ajoutée monétaire de la mafia, en Italie ou ailleurs, on est en pleine controverse morale. Car ce que nos amis de l'INSEE répliquent pour justifier leur refus de se plier aux nouvelles normes (même si, de fait, ils vont devoir fournir des données à Eurostat) est l'argument suivant (voir ce très bon [article de Challenges](#)) :

« *Nous n'incorporons pas ces activités dans la mesure où les circonstances dans lesquelles elles s'effectuent (dépendance des consommateurs de stupéfiants, esclavage sexuel dans certains cas) ne permettent pas de considérer que les parties prenantes s'engagent toujours librement dans ces transactions.* »

Je vois dans ces affirmations une analyse juste selon mes propres critères.

Ainsi, le PIB dépend de débats proprement éthiques sur l'abolition ou non de la prostitution, sur la degré de légalisation de l'usage et de la vente de drogues, sur la différence entre « *l'économie souterraine* », interdite, et « *l'activité dissimulée* » (travail au noir surtout) qui n'est pas illégale « *même si elle s'exerce dans un cadre qui ne respecte pas toutes les dispositions légales* ». Cette dernière fait déjà l'objet d'estimations et représente 3,4 % du PIB français.

Une "aubaine" pour l'Italie

Je termine par une note d'humour noir. Ainsi, le PIB devrait, selon certains, intégrer la prostitution, mais il ne doit en aucun cas tenir compte du travail domestique, des soins familiaux aux enfants ou aux personnes âgées. Je n'ose évoquer les « *services sexuels* » gratuits entre personnes mutuellement consentantes.

La blague est connue : épouser sa femme de ménage fait baisser le PIB. On peut la prolonger : pour le bien du PIB, donc de tous, évitez d'épouser une personne prostituée. Ou mieux : poussez votre conjoint(e) à la prostitution.

Plus sérieusement, je reste effaré ou « *atterré* » quand je lis que cette révision maffieuse est considérée comme « *une aubaine* » par le gouvernement italien, ce que commente ainsi Giuseppe Di Taranto, économiste et professeur à l'université de Rome :

“*Matteo Renzi aura une plus grande marge de manœuvre budgétaire.*” Il ajoute : “*Il est certain que ça aura un impact positif sur la croissance*”, pouvant même faire de l'Italie l'un des moteurs de la croissance de la zone euro !

Cet éminent *professore* me semble bien optimiste s'agissant de la croissance. Pour que les activités en question gonflent le taux de croissance au-delà du court terme, il faudrait que leur part dans le PIB ne cesse d'augmenter. Une curieuse aubaine quand même.

Ajout du 30 mai : Merci à l'ami commentateur qui m'a signalé que le Royaume-Uni s'y mettait lui aussi ([voir ce lien](#)). Tiens donc, il y a des normes européennes qui passent très bien chez eux...

Source : *Alternatives Economiques*

Photo : *Huffington Post*

Lire aussi : *Les régions de France veulent « mettre fin à la tyrannie du PIB »*

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Trop-fort-pour-soutenir-la>